

COP28 UAE

COP28 : l'UE promet une « contribution financière » aux pays vulnérables au changement climatique

COP28 : l'UE promet une « contribution financière » aux pays vulnérables au changement climatique L'Union européenne et ses membres préparent une « contribution financière substantielle » au fonds « pertes et dommages » climatiques, dédié à aider les pays vulnérables au changement climatique, ont annoncé le commissaire européen chargé du Climat, Wopke Hoekstra, et le président émirati de la COP28, Sultan Al Jaber, ce lundi. Cette déclaration survient un an après l'annonce de ce fonds qui divise les différentes puissances signataires. « La COP28 est une occasion déterminante de faire preuve d'unité et de restaurer la foi dans le multilatéralisme dans un monde polarisé », affirme une déclaration commune, publiée par le commissaire européen chargé du Climat, Wopke Hoekstra, et le président émirati de la COP28, Sultan Al Jaber. (Crédits : Reuters) L'Union européenne ne veut pas être accusée de laisser tomber les pays en développement face au changement climatique. Dans cette optique, le commissaire européen chargé du Climat, Wopke Hoekstra, et le président émirati de la COP28, Sultan Al Jaber, ont annoncé la préparation d'une « contribution financière substantielle » au fonds « pertes et dommages » climatiques des pays vulnérables. L'engagement européen a été salué par Sultan Al Jaber, aussi président de la compagnie nationale pétrogazière émiratie. La concrétisation de ce fonds dédié aux pays les plus vulnérables au changement climatique aurait un impact « sur des milliards de personnes, de vies et



de moyens de subsistance qui sont vulnérables face aux effets du changement climatique », a-t-il fait valoir dans un communiqué parallèle. Un an de discussions autour du fonds Cette déclaration est loin d'être anodine. Et pour cause, la crédibilité du démarrage de ce nouveau fonds, revendication essentielle des pays en développement, aura une influence majeure sur le reste des négociations, destinées à accélérer la réduction des gaz à effet de serre de l'humanité, responsables du réchauffement climatique. Mettre en oeuvre ce fonds, dont le principe avait été adopté à la COP27, et l'abonder en argent frais des pays riches, est un des principaux objectifs de la 28e conférence climat des Nations unies. Pour rappel, l'événement se déroule du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï. Après un an de bras de fer, pays du Nord et du Sud sont parvenus le 4 novembre à Abou Dhabi à un fragile compromis sur les contours du futur fonds, malgré les réserves des Etats-Unis. « La présidence de la COP28 et le commissaire européen ont souligné l'importance de rendre opérationnels le fonds de financement des "pertes et dommages" lors de la COP28 et l'importance des promesses de dons initiales », affirme la déclaration Wopke Hoekstra et Al Jaber. « La COP28 est une occasion déterminante de faire preuve d'unité et de restaurer la foi dans le multilatéralisme dans un monde polarisé », peut-on lire. Le texte propose donc d'établir le fonds, pendant une durée de quatre ans, au sein de la Banque mondiale, ce que refusaient initialement avec force les pays en développement, qui accusent l'institution d'être aux mains des Occidentaux et inadaptée à leurs besoins. Les pays riches, États-Unis en tête, refusent que leurs contributions soient obligatoires plutôt que volontaires, et veulent voir de riches pays émergents, comme l'Arabie Saoudite, rejoindre les pays donateurs. Les pays développés accusés de ne pas aider suffisamment ceux en développement Cet effort que s'apprête à faire l'Union européenne est aussi une réponse aux critiques internationales qui visent les pays du Nord. Dans son dernier rapport annuel sur le financement de l'adaptation climatique publié le 2 novembre dernier, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) affirme que le financement des pays en développement a reculé de 15% en 2021 sur un an, signe que la lutte contre le changement climatique « patine », a déploré son secrétaire général Antonio Guterres. Il estime que certains de ces pays exigeraient au contraire des financements jusqu'à 18 fois supérieurs aux montants actuels. Au total, le rapport souligne que « le déficit de financement se creuse, désormais compris entre 194 et 366 milliards de dollars par an », en dépit de l'accélération du réchauffement climatique. Selon l'analyse du PNUE, le financement public pour l'adaptation des pays pauvres était de 21,3 milliards de dollars en 2021, contre 25,2 milliards de dollars en 2020. Pour permettre ces investissements, en 2009, les pays riches avaient promis de fournir 100 milliards de dollars pour financer à la fois l'adaptation au réchauffement climatique et les réductions d'émissions dans les pays en développement d'ici à 2020. Mais, pour l'instant, ce montant n'a finalement atteint que 83 milliards de dollars, selon les chiffres les plus récents, fournis par l'OCDE. Le 13/11/2023 Source web par : latribune